



Received: 17-06-2025  
Accepted: 27-07-2025

ISSN: 2583-049X

## **Quand l'eau cache les déchets: Rôles Féminins et enjeux de Développement dans la cité lacustre de Ganvié au Bénin**

<sup>1</sup> Précieux Christian Behanzin, <sup>2</sup> Lucien Agbandji, <sup>3</sup> Auguste Kouami Takpe

<sup>1</sup> Laboratoire d'Anthropologie et Sociologie de la Dynamique Environnementale, Educationnelle, Rurale et du Genre (LASDEERG), Ecole Doctorale Pluridisciplinaire Espace Cultures et Développement (EDP-ECD), Université d'Abomey-Calavi (UAC), Benin

<sup>2</sup> Laboratoire d'Anthropologie et Sociologie de la Dynamique Environnementale, Educationnelle, Rurale et du Genre (LASDEERG), Ecole Doctorale Pluridisciplinaire Espace Cultures et Développement (EDP-ECD), Université d'Abomey-Calavi (UAC), Benin

<sup>3</sup> Laboratoire d'Anthropologie Appliquée et d'Education au Développement Durable (LAAEDD), Ecole Doctorale Pluridisciplinaire Espace Cultures et Développement (EDP-ECD), Université d'Abomey-Calavi (UAC), Benin

DOI: <https://doi.org/10.62225/2583049X.2025.5.4.4745>

Corresponding Author: **Précieux Christian Behanzin**

### **Abstract**

This study explores the central role of women in waste management within the floating community of Ganvié, Benin, highlighting the environmental, social, and gender-related challenges they face. In the absence of formal waste management systems, women take on a disproportionate responsibility for the daily maintenance of their living environment. Through informal and innovative practices such as domestic recycling, water hyacinth transformation, and collective waste management, they develop locally adapted solutions. However, despite their crucial role, these

practices remain invisible and unrecognized in public policies and development frameworks. The study advocates for more inclusive territorial governance that values women's knowledge and contributions, integrating them into decision-making processes related to environmental management. Offering concrete suggestions for gender-sensitive, sustainable development, the research emphasizes the need for equitable approaches to waste management in Ganvié.

**Keywords:** Waste Management, Gender and Environment, Informal Practices, Water Hyacinth, Local Innovation, Sustainable Development

### **1. Introduction**

Dans la cité lacustre de Ganvié, l'eau façonne les espaces, soutient les subsistances, rythme les mobilités et structure les croyances. Érigée sur le lac Nokoué, Ganvié incarne une forme de vie insulaire et spirituelle unique en Afrique de l'Ouest, où l'environnement aquatique est à la fois source de vie, espace sacré et support identitaire (Akouete, 2010) <sup>[2]</sup>. Pourtant, derrière cette image pittoresque souvent véhiculée par les récits touristiques ou les documents patrimoniaux, une autre réalité se dessine: celle d'une communauté confrontée à une dégradation écologique croissante, où les déchets ménagers s'accumulent dans les canaux, sous les pilotis et près des berges, au rythme de pratiques souvent contraintes, dans un contexte d'absence quasi-totale d'infrastructures publiques de gestion des déchets (Behanzin, Agbandji et Takpé, 2025).

Dans cet espace fragile, les femmes occupent une position singulière. Premières actrices de la vie domestique (Kpadonou, Adjamagbo, Gastineau et Toudéka, 2014) <sup>[21]</sup>, elles assurent la propreté des habitations sur pilotis, prennent en charge les soins aux enfants exposés à des environnements insalubres, et développent des savoirs vernaculaires de gestion ou de contournement de l'insalubrité. Pourtant, leur rôle dans la gestion environnementale quotidienne demeure largement ignoré (Braidotti, Charkiewicz, Häusler et Wieringa, 2007) <sup>[12]</sup>, sinon invisibilisé, par les politiques locales de développement comme par les dispositifs institutionnels de gouvernance urbaine. Ce paradoxe entre implication concrète et marginalisation politique pose la question centrale de la reconnaissance, ou plutôt de l'occultation, du travail environnemental féminin dans une cité à la fois sacrée et polluée.

La présente contribution s'inscrit dans une double perspective: d'une part, elle vise à explorer les pratiques féminines liées à la gestion des déchets dans la communauté lacustre de Ganvié; d'autre part, elle s'efforce d'interroger les logiques d'injustices environnementales qui se nouent au croisement du genre, de la précarité et de l'indifférence institutionnelle. En posant un regard croisé entre l'écologie du quotidien, les représentations sociales du sale et du propre, et les rapports de pouvoir ancrés dans les divisions sexuées du travail, il s'agit de comprendre comment les femmes de Ganvié agissent, s'adaptent et résistent dans un environnement matériellement dégradé mais symboliquement sacralisé.

Cette analyse s'appuie sur un travail de terrain mené entre mars et mai 2025, combinant observations participantes, entretiens semi-directifs auprès de femmes de différentes générations et statuts sociaux, ainsi que des discussions avec des acteurs locaux (chefferie traditionnelle, ONG, responsables municipaux). L'approche méthodologique est donc qualitative, ancrée dans une posture ethnographique et sensible à la subjectivité des récits féminins, à leurs émotions, leurs savoirs incorporés et leurs formes discrètes de résistance. Ces données permettent de reconstruire un paysage quotidien souvent négligé: celui des gestes banals, des ruses d'économie, des logiques d'évitement, mais aussi des pratiques créatives de réutilisation et de solidarité.

Théoriquement, cette réflexion s'inscrit dans les travaux sur l'écoféminisme, les inégalités environnementales et la critique du travail reproductif invisible. Ces approches permettent de mettre en relation la dévalorisation du travail féminin avec celle des environnements dits « informels » ou « pauvres », et d'interroger les conditions de possibilité d'un développement plus juste, sensible au genre et aux écologies locales.

Ce texte propose d'abord une mise en perspective théorique et contextuelle du croisement entre genre, gestion des déchets et précarité environnementale dans une cité lacustre. Il s'attarde ensuite sur les pratiques quotidiennes des femmes de Ganvié, saisies à travers le prisme de leur charge mentale et physique, avant d'analyser les formes d'injustices environnementales qui affectent différemment les femmes dans l'espace local. Enfin, il ouvre des pistes vers une lecture plus inclusive du développement local, où les pratiques féminines ne seraient plus perçues comme marginales, mais comme des leviers d'innovation, de durabilité et de justice territoriale.

Ainsi, quand l'eau cache les déchets, ce ne sont pas seulement des matières organiques ou plastiques qui sombrent sous les pilotis: ce sont aussi les efforts féminins, les gestes silencieux et les savoirs invisibles qui restent immergés, alors qu'ils fondent, au quotidien, la possibilité même de vie dans un espace si densément habité. Penser la gestion des déchets à Ganvié sans entendre les voix féminines, c'est ignorer l'essentiel: ce qui rend habitable l'inhabitable, et ce qui donne forme à un développement local en tension entre promesses institutionnelles et pratiques populaires.

## 2. Matériels et Méthodes

L'approche méthodologique adoptée pour cette recherche est résolument qualitative, fondée sur une démarche inductive et ethnographique. Elle vise à comprendre les significations, les représentations et les pratiques féminines autour de la gestion des déchets dans la communauté

lacustre de Ganvié, au Bénin. En effet, face à des problématiques environnementales fortement ancrées dans des logiques sociales, culturelles et genrées, une approche purement quantitative aurait été insuffisante pour saisir la complexité des réalités vécues. La recherche repose ainsi sur l'immersion dans le milieu, la production de récits de vie et l'observation participante, dans une perspective sensible à l'informalité des gestes quotidiens et à l'oralité comme vecteur de savoirs.

Le travail de terrain s'est déroulé entre mars et mai 2025 à Ganvié, et a mobilisé plusieurs techniques complémentaires: (i) des entretiens semi-directifs menés auprès d'une trentaine de femmes de différents âges, professions et statuts matrimoniaux, sélectionnées de manière raisonnée en fonction de leur niveau d'implication dans la gestion des déchets ou dans des activités de subsistance; (ii) des observations participantes des pratiques quotidiennes (évacuation des déchets, nettoyage des abords des habitations, activités de recyclage artisanal, etc.), combinées à des prises de notes et des enregistrements audio lorsque cela était possible; (iii) des discussions informelles avec des responsables communautaires, des agents municipaux, des acteurs associatifs et des leaders religieux. Cette triangulation des sources permet de croiser les points de vue et de mieux comprendre les dynamiques sociales à l'œuvre.

L'analyse des données a été réalisée à partir d'une codification thématique manuelle, selon une grille construite autour de catégories issues à la fois du terrain (pratiques observées, vocabulaire local, émotions exprimées) et de la littérature scientifique (charge environnementale féminine, justice environnementale, résilience locale). Un effort particulier a été porté à la restitution fidèle de la parole des enquêtées, en prenant en compte les subtilités du langage vernaculaire et en valorisant les expressions symboliques et les métaphores du quotidien. Cette posture interprétative vise à restituer les logiques féminines de gestion environnementale comme des formes de savoirs situés, souvent négligés par les approches classiques du développement et de la gouvernance environnementale.

## 3. Résultats et Discussions

### 3.1 Genre et déchets: Lecture théorique et contexte lacustre

#### 3.1.1 Penser la gestion des déchets au prisme du genre

La gestion des déchets, trop souvent pensée comme une question purement technique ou infrastructurelle (Moch, Rieger et Simeone Arnaud, 1999) <sup>[27]</sup>, masque en réalité des rapports de pouvoir profonds (Durant, 2021), notamment de genre. Dans les contextes de précarité environnementale et d'absence d'infrastructures formelles, comme à Ganvié, les femmes deviennent les principales gestionnaires de l'environnement immédiat, non pas par choix, mais en raison de leur assignation sociale à la sphère domestique et aux tâches dites de "reproduction sociale". Ce travail, à la fois matériel et symbolique, est souvent invisible, non reconnu et non rémunéré, bien qu'il soit vital au maintien de la vie quotidienne (Delphy, 1997; Federici, 2004) <sup>[15, 17]</sup>.

L'approche écoféministe permet d'éclairer cette imbrication entre domination de la nature et oppression des femmes. Des autrices comme Vandana Shiva et Maria Mies (1999) <sup>[24]</sup>, Anne-Line Gandon (2009) <sup>[18]</sup> ou encore Catherine Larrère (2023) <sup>[22]</sup> montrent comment les femmes, en tant que gardiennes du vivant dans les sociétés rurales et populaires, sont les premières affectées par la destruction écologique,

tout en développant des formes de résilience et de savoirs alternatifs. À Ganvié, cette logique se traduit par la centralité des femmes dans la gestion domestique des déchets: elles nettoient les abords des maisons sur pilotis, trient, brûlent, ou rejettent dans l'eau les ordures, tout en veillant à limiter les risques sanitaires pour les enfants.

Le travail environnemental des femmes à Ganvié s'inscrit donc dans ce que la littérature appelle le care écologique: un ensemble de gestes quotidiens, routiniers, souvent invisibles, qui assurent la propreté, la santé et la sécurité du foyer (Tronto, 1993; Molinier, 2012; Hess, 2013; Raïd, 2013) [37, 28, 25, 29]. Il ne s'agit pas seulement de s'occuper des déchets, mais de maintenir un équilibre vital dans un milieu instable, sans appui institutionnel. Ce travail, parce qu'il est non monétarisé et associé aux rôles « naturels » féminins, tend à être dévalorisé dans les politiques de développement comme dans les programmes de gouvernance environnementale.

Les théories de la justice environnementale (Agyeman, 2005; Schlosberg, 2007; Grange, 2012; Deldrève, Lewis, Moreau et Reynolds, 2019) [1, 31, 19, 14] soulignent que les femmes des communautés marginalisées sont souvent exposées de manière disproportionnée aux nuisances environnementales, tout en étant exclues des processus décisionnels. C'est précisément ce que l'on observe à Ganvié: les femmes portent la charge environnementale de leur foyer sans accès à des services de collecte des déchets, à des équipements adaptés, ni à des espaces de délibération où elles pourraient faire entendre leurs besoins spécifiques. Cette situation constitue une injustice structurelle, à la fois environnementale et genrée.

Penser la gestion des déchets au prisme du genre oblige donc à reconsidérer la manière dont les responsabilités sont distribuées dans l'espace domestique, communautaire et institutionnel. Cela implique aussi de remettre en cause une lecture neutre ou technocratique de la gestion des déchets, qui occulte au sens de Tall (1995) [33], de Amouzoun (2009) [3] ou encore de Boudra (2020) [11] la division sexuée du travail et les logiques d'exclusion sociale. À travers leurs pratiques, les femmes de Ganvié incarnent une écologie du quotidien qui mérite d'être reconnue, non pas comme un supplément d'âme au développement, mais comme un levier central pour repenser les politiques environnementales.

Par ailleurs, cette lecture invite à dépasser les discours normatifs sur les "bonnes pratiques" environnementales, qui culpabilisent souvent les populations locales sans prendre en compte les contraintes structurelles dans lesquelles elles agissent (Zsuzsa, 2007) [38]. Les femmes de Ganvié ne choisissent pas de rejeter les déchets dans le lac: elles y sont contraintes par l'absence d'alternatives. Le genre, ici, n'est pas seulement une variable d'analyse, mais un cadre interprétatif pour comprendre la fabrique locale des inégalités environnementales.

Enfin, en articulant les apports de l'écoféminisme, de la critique du travail reproductif et de la justice environnementale, cette section pose les bases d'un regard critique sur les politiques publiques de gestion des déchets, trop souvent aveugles au genre. Elle rappelle que la soutenabilité écologique passe nécessairement par la reconnaissance du travail reproductif et environnemental accompli, dans l'ombre, par les femmes. Ce changement de regard est indispensable pour penser une gouvernance territoriale plus juste, inclusive et adaptée aux réalités locales.

### 3.1.2 Ganvié, une cité flottante entre sacralité et précarité

Ganvié, souvent surnommée « la Venise de l'Afrique », incarne un paradoxe territorial où l'eau est à la fois source de vie, support d'habitat, voie de communication, mais aussi réceptacle des déchets. Pour les habitants, le lac Nokoué n'est pas un simple environnement physique: il est porteur de significations profondes, inscrit dans une cosmologie locale où les eaux sont habitées par des esprits, dotées de puissance sacrée. « *On ne jette pas n'importe quoi dans l'eau, il y a des choses que l'eau ne doit pas recevoir* », expliquait une femme âgée rencontrée à Kpassikomey, exprimant une ambivalence persistante entre pratiques quotidiennes de rejet et respect sacré.

Malgré cette charge symbolique, le lac devient progressivement une décharge à ciel ouvert. L'absence totale de système formel de gestion des déchets, combinée à une densité urbaine croissante et à la prolifération des plastiques, a transformé Ganvié en un espace de gestion informelle du rebut (Behanzin, Agbandji, Hekpazo, Sainou et Hounkponou, 2023) [8]. Dans ce contexte, les femmes sont les premières exposées: ce sont elles qui ramassent les ordures dans et autour des maisons, improvisent des dépotoirs flottants, ou encore brûlent les déchets lorsqu'ils deviennent envahissants. « *Quand ça commence à sentir, on attend la nuit pour mettre un peu dans l'eau, le reste on le brûle avec les enfants* », témoignait une mère de cinq enfants, soulignant la gestion au jour le jour, sous contrainte. Le contraste entre la sacralisation du lac et sa dégradation quotidienne révèle une tension profonde. Certaines femmes évoquent une culpabilité silencieuse: « *Je sais que ce n'est pas bien pour l'eau, mais où veux-tu que je mette tout ça ?* », confie une artisane. Le manque de structures de collecte, l'inaccessibilité de certains services publics et l'absence d'alternatives concrètes transforment l'espace sacré en espace de dépôt. Ce glissement, loin d'être simplement matériel, affecte aussi les représentations: les jeunes générations, moins imprégnées de la sacralité traditionnelle, voient dans le lac un espace utilitaire, désenchanté.

Cette précarité territoriale, où l'on habite sur l'eau sans avoir les moyens de la préserver, repose lourdement sur les épaules des femmes. Dans une cité sans poubelles, sans système de ramassage, sans plan d'assainissement adapté à l'environnement lacustre, chaque foyer devient une micro-unité de gestion des déchets, où les mères improvisent des solutions: seaux suspendus, sacs plastiques jetés à la rame, ou récupération artisanale. « *J'ai même gardé des bouteilles pour faire des jouets à mes enfants* », confiait une femme rencontrée sur le marché flottant de Todangbodji, témoignant d'une forme de créativité contrainte.

Ce sont donc les femmes qui composent avec l'ambivalence du cadre de vie: entre sacré et insalubrité, entre valorisation symbolique et relégation matérielle. Elles développent des savoirs pratiques pour s'adapter à la situation, sans être reconnues comme des actrices environnementales à part entière. Cette réalité illustre l'une des dimensions majeures de l'injustice environnementale: l'invisibilisation du travail d'adaptation, qui est central pour la survie de la communauté, mais presque ignoré dans les diagnostics institutionnels.

Enfin, Ganvié cristallise les défis propres aux territoires atypiques où les représentations culturelles entrent en friction avec les dynamiques contemporaines de dégradation

environnementale. Le lac, autrefois perçu comme purificateur ou intouchable, devient un dépotoir toléré, au rythme des contraintes sociales (Behanzin, Agbandji, Takpe, Saïnou et Hounza, 2024). Cette situation impose une lecture située de la gestion des déchets: non pas comme un simple échec de politiques publiques, mais comme le résultat d'une transformation silencieuse du rapport au lieu, portée au quotidien par les femmes.

### 3.2 À fleur d'eau et de labeur: le quotidien féminin face aux déchets

#### 3.2.1 La charge domestique élargie: Déchets, santé et cadre de vie

Dans la cité lacustre de Ganvié, la charge domestique féminine s'étend bien au-delà des tâches traditionnelles de cuisine, d'entretien ou d'éducation des enfants. Elle englobe aujourd'hui une dimension environnementale croissante, liée à la gestion quotidienne des déchets dans un espace sans collecte formelle. Cette extension du travail reproductif, encore largement invisibilisée, expose les femmes à des responsabilités multiples: veiller à la salubrité de l'environnement immédiat, prévenir les risques sanitaires, improviser des modes d'élimination et assurer le confort du foyer malgré l'insalubrité ambiante. « *Même si on est fatiguée, il faut nettoyer tous les jours, sinon les enfants tombent malades* », affirme une mère de famille rencontrée à Dakomey.

Les gestes sont répétitifs, discrets, mais essentiels. Les femmes balaient les passerelles de bois, raclent les débris accumulés entre les pilotis, trient les ordures ménagères selon leur capacité à flotter, à brûler ou à se décomposer. Certaines conservent les objets plastiques pour un éventuel réusage ou les vendent à des collecteurs informels. D'autres stockent les déchets organiques pour les jeter discrètement dans des zones reculées du lac ou sur des berges. Ces pratiques, bien que non réglementées, sont fondées sur une rationalité du quotidien: faire face à l'urgence, protéger la santé familiale, éviter les sanctions sociales. « *Le matin, je commence par jeter les saletés de la veille avant même d'aller chercher l'eau* », résume une vendeuse de poissons fumés.

Mais cette charge ne se limite pas à la manipulation des déchets. Elle inclut aussi la gestion des conséquences sanitaires: soigner les enfants atteints de diarrhée ou de maladies de peau, surveiller les points d'eau pour éviter les zones trop polluées, trouver des remèdes traditionnels face à l'inaccessibilité des soins médicaux. « *Quand mon fils a eu des boutons partout, le docteur a dit que c'était l'eau. Mais on fait comment ? On vit ici* », s'interroge une habitante. Le lien entre déchets, santé et soin devient une réalité intégrée dans la vie quotidienne, faisant des femmes les premières garantes du bien-être collectif. D'ailleurs, Dans la droite ligne des statistiques nationales (Ministère de la Santé, 2021) [26], les affections les plus récurrentes à Ganvié sont le paludisme, les affections gastro-intestinales, les infections respiratoires aiguës, les traumatismes et les affections urogénitales.

L'eau elle-même est un objet ambivalent dans ces pratiques: elle est à la fois ressource vitale, vecteur de maladie, et solution de facilité pour l'élimination des déchets. Cette ambiguïté est particulièrement marquée dans les discours des femmes: « *L'eau nous nourrit, mais c'est aussi là qu'on jette ce qu'on ne peut pas garder. On n'a pas le choix.* » Ce rapport pragmatique mais conflictuel à l'environnement

traduit un savoir situé, où l'urgence de vivre prime sur l'idéalisme écologique. Il montre aussi comment les femmes, par leurs actions, arbitrent en permanence entre sacralité, nécessité et contraintes matérielles.

Cette charge domestique élargie est d'autant plus pesante qu'elle est non partagée: les hommes participent peu, voire pas du tout, à ces tâches. Dans les entretiens, plusieurs femmes disent assumer seules la gestion des déchets: « *Mon mari dit que c'est le travail des femmes, que lui il va pêcher, c'est déjà assez.* » Ce déséquilibre sexué dans la répartition des responsabilités environnementales est renforcé par l'invisibilité de ces tâches dans les discours publics et les politiques locales. Il participe à la naturalisation d'un rôle féminin du care écologique, qui masque les rapports d'inégalité structurelle.

Enfin, le fardeau physique et émotionnel de cette gestion pèse lourd sur le quotidien féminin. Plusieurs femmes évoquent la fatigue, le dégoût, la résignation ou l'anxiété liée à l'état de leur environnement. L'une d'elles confie: « *Des fois je regarde autour de ma maison, je me dis que ce n'est pas une vie propre. Mais qui va venir nous aider ?* » Cette parole douloureuse exprime une forme de désespoir écologique, symptomatique d'un abandon structurel. Pourtant, derrière cette souffrance, se cache aussi une compétence informelle, une capacité d'adaptation constante, qui reste largement sous-valorisée.

#### 3.2.2 Le travail environnemental invisible

À Ganvié, la gestion des déchets domestiques ne repose pas uniquement sur des gestes pratiques: elle constitue une forme de travail invisible, profondément genré et systématiquement exclu des cadres institutionnels de contribution n'est ni monnayée ni valorisée. Elle est perçue comme une extension "naturelle" de leur rôle de mères, d'épouses ou de gardiennes du foyer. Une habitante confie: « *Même si tu passes la journée à balayer, trier, nettoyer, personne ne dit que tu as travaillé. On dit que c'est normal, tu es une femme.* »

Ce travail environnemental invisible, pour reprendre une expression qui fait écho aux analyses de Danièle Kergoat (2000), de Silvia Federici (2004) [17], de Souad Triki (2009) ou encore de Marie-Claire Calmus (2010) [13] recouvre des activités essentielles au maintien d'un cadre de vie acceptable dans un environnement insalubre. Pourtant, il est systématiquement effacé dans les dispositifs de développement, les programmes d'assainissement ou les politiques municipales. Le fait même de ne pas nommer ce travail comme tel contribue à le naturaliser, le dépolitiser, et par là à empêcher toute forme de reconnaissance, de rémunération ou de redistribution.

Les conséquences physiques de cette charge sont nombreuses: douleurs dorsales, fatigue chronique, exposition prolongée aux déchets et aux produits toxiques. « *J'ai toujours mal au dos parce que je dois me pencher pour ramasser les saletés entre les planches ou sous les pilotis. Quand je tombe malade, je continue quand même, sinon la maison devient une poubelle* », témoigne une mère de sept enfants. Le coût émotionnel est tout aussi lourd. Les femmes expriment parfois un sentiment de dévalorisation, d'inutilité ou d'épuisement face à l'absence de changement structurel: « *On nettoie, on nettoie, mais l'eau reste sale, les moustiques reviennent, les enfants tombent encore malades.* »

Ce travail est d'autant plus crucial qu'il comble les défaillances d'un système institutionnel absent. En l'absence

de dispositifs publics, ce sont les femmes qui « fabriquent de la propreté », pour reprendre la formule de Mary Douglas (1966) en sens inverse, dans un espace où tout pousse à la dégradation. Elles assurent la continuité de la vie malgré l'insalubrité, et souvent même dans l'indifférence des pouvoirs publics et de la communauté. « *On nous demande de garder l'environnement propre, mais on ne nous donne rien: pas de poubelle, pas de pirogue pour ramasser, même pas un balai* », déplore une artisane.

La répartition sexuée de ce travail n'est pas neutre: elle reproduit des logiques d'inégalité sociale, d'autant plus fortes qu'elles ne sont ni visibles ni contestées. Dans les quelques campagnes de sensibilisation menées par les ONG, les femmes sont souvent ciblées comme « responsables de l'environnement domestique », sans pour autant être consultées ou valorisées pour leur expertise vécue. « *Ils viennent nous dire ce qu'on doit faire, mais ils ne nous demandent jamais comment on fait depuis tout ce temps* », ironise une habitante de Tohokomey.

Cette invisibilité est aussi une invisibilisation active: elle participe à maintenir un système où les femmes soutiennent, par leur travail gratuit, les équilibres précaires d'un espace urbain marginalisé. Elle empêche la constitution d'un statut politique pour ces femmes comme actrices environnementales. Or, c'est précisément en reconnaissant ce travail comme tel un travail reproductif écologique qu'il devient possible de penser des politiques publiques plus justes, plus sensibles au genre, et plus adaptées aux réalités lacustres.

### 3.3 Déchets, genre et injustices environnementales: vers un diagnostic critique

#### 3.3.1 Les femmes face à l'inaction publique

Dans la cité lacustre de Ganvié, l'absence persistante de services publics adaptés à la gestion des déchets s'apparente à une forme silencieuse de marginalisation structurelle. Certes, les autorités nationales ont récemment exprimé un intérêt renouvelé pour ce territoire emblématique, à travers un projet gouvernemental ambitieux visant à « réinventer » Ganvié comme pôle touristique majeur. Toutefois, ce projet, bien que porteur d'espoirs pour le développement local, n'accorde qu'une attention marginale à la problématique cruciale des déchets. Les actions en matière d'assainissement y demeurent encore floues, limitées, et souvent déconnectées des réalités concrètes vécues par les populations, notamment les femmes.

Ces dernières, en première ligne face aux conséquences de la dégradation de l'environnement lacustre, se sentent souvent reléguées au second plan dans les priorités publiques. Si la vulnérabilité écologique de la zone est reconnue, les réponses institutionnelles peinent à intégrer les dynamiques sociales et les inégalités de genre qui structurent le quotidien. Ce décalage alimente un sentiment d'abandon largement partagé. « *On dit que le gouvernement va venir nettoyer le lac. Mais moi, ça fait dix ans que je n'ai vu personne avec une pirogue pour ça* », résume une habitante du quartier Kindji. En l'absence de dispositifs adaptés, ce sont les femmes qui, dans l'ombre, compensent par leur travail domestique et communautaire les lacunes du service public.

Ce vide institutionnel continue de générer des conditions de vie précaires, dans lesquelles les femmes doivent compenser l'absence de services à travers leur propre travail domestique et communautaire. En l'absence d'une réponse

publique structurée, notamment au niveau local, ce sont les ONG, associations communautaires et autres acteurs non étatiques qui ont mené, ces dernières années, quelques actions de sensibilisation. Celles-ci ont permis une certaine prise de conscience autour de la problématique des déchets, mais sans être accompagnées de moyens concrets, d'infrastructures adaptées ou d'un dispositif pérenne de gestion. Les quartiers les plus exposés restent ainsi confrontés à une accumulation visible des ordures, notamment sous les pilotis et au niveau des berges. Le concept de justice environnementale, tel que développé par Julian Agyeman (2005) <sup>[1]</sup> ou David Schlosberg (2007) <sup>[31]</sup>, permet ici de penser l'inégalité non seulement comme un écart d'accès à un environnement sain, mais aussi comme une inégale répartition des responsabilités dans la production et la gestion des nuisances, au détriment des femmes dont l'engagement quotidien demeure invisibilisé.

Pour les femmes de Ganvié, cette situation se traduit par une surcharge d'activités, sans ressources ni accompagnement. Les infrastructures sanitaires sont souvent défectueuses, voire inexistantes, et les rares actions de sensibilisation ne s'accompagnent pas de moyens logistiques. « *On nous parle d'hygiène, mais avec quoi ? Même pour avoir un savon, il faut faire une tontine* », se plaint une vendeuse de poissons. Les foyers doivent s'organiser seuls pour gérer les ordures, soigner les enfants malades, protéger les réserves d'eau, souvent souillées. Cette autonomie forcée n'est pas un choix, mais une réponse à l'inaction.

Loin de relever d'un simple oubli ou d'un déficit ponctuel d'organisation, l'inaction publique du moment en matière de gestion des déchets à Ganvié s'inscrit dans une dynamique plus large, marquée par des priorités institutionnelles qui peinent encore à intégrer les spécificités des territoires lacustres. Si l'on ne peut ignorer les nombreuses intentions de développement portées à l'échelle nationale et concrétisées actuellement à l'échelle des villes du Grand Nokoué et de la ville de Parakou, notamment à travers la Société de Gestion des Déchets et de Salubrité (SGDS), force est de constater que les politiques environnementales demeurent, pour l'heure, peu sensibles aux enjeux de genre et aux réalités quotidiennes des populations lacustres. Les projets, souvent contraints par des limites budgétaires et logistiques, tendent en effet, à se concentrer sur les centres urbains accessibles par voie terrestre. « *On pense que comme on est sur l'eau, on n'a pas besoin de route, pas besoin de camion, pas besoin d'aide* », ironise une habitante. Cette perception, encore présente dans certains discours, contribue à renforcer une forme d'écologie à deux vitesses, où des territoires entiers, comme Ganvié, se retrouvent relégués en marge des dispositifs d'intervention. Dans ce contexte, les femmes deviennent paradoxalement les dernières garantes d'un équilibre minimal, tout en étant les grandes oubliées des politiques. Elles sont exposées à une triple peine: surcharge de travail, exposition sanitaire, et absence de reconnaissance. Aucune instance municipale ne prend en compte leurs pratiques quotidiennes comme contributions à la résilience locale. Aucune stratégie ne prévoit de soutenir, rémunérer ou former ces « travailleuses de l'ombre » qui, chaque jour, nettoient, protègent, recyclent à leur manière.

Ce constat pose les fondements d'un diagnostic critique: la question des déchets à Ganvié n'est pas seulement une crise environnementale, c'est une crise sociale et politique, où les femmes assument des fonctions de service public dans un

silence institutionnel. Le défi n'est donc pas seulement technique, mais aussi éthique et politique: il s'agit de redonner voix, valeur et visibilité à celles qui gèrent l'insoutenable au quotidien.

### 3.3.2 Invisibilisation et marginalisation dans les dispositifs de développement

Les programmes de développement mis en œuvre dans les zones lacustres comme Ganvié peinent à intégrer les réalités genrées de la gestion des déchets. Souvent conçus depuis l'extérieur, sur des logiques technocratiques ou urbanocentrées, ils reproduisent des modèles d'intervention insensibles au rôle pourtant central des femmes dans le maintien de l'équilibre socio-environnemental local. Cette invisibilisation institutionnelle s'exprime d'abord dans les diagnostics préalables: les données collectées ignorent les pratiques féminines informelles, les savoirs locaux sont rarement mobilisés, et les femmes sont peu consultées. « *Quand ils viennent ici, ils vont directement chez le chef. Nous, les femmes, on nous demande seulement de venir balayer quand il y a une cérémonie ou des campagnes de nettoyage* », déplore une habitante.

Les dispositifs de gouvernance en général et environnementale en particulier restent majoritairement masculins. Toutefois, des signes d'évolution apparaissent: la présence de femmes dans certains comités locaux est désormais plus fréquente qu'auparavant. Pour autant, cette participation reste souvent symbolique, encadrée, et peu suivie d'une prise de parole véritablement libre ou influente. L'idée que les femmes puissent pleinement proposer des solutions, être associées à la décision ou piloter des initiatives gagne du terrain, mais demeure encore marginale dans les faits. Cette marginalisation est d'autant plus paradoxale que ce sont elles qui, au quotidien, adaptent, innovent, résolvent. Une femme résume ce paradoxe en ces termes: « *On nous voit quand il faut nettoyer. On ne nous voit pas quand il faut décider.* » Cette logique de double invisibilité dans la pratique et dans la conception traduit un biais structurel profond dans les logiques de développement appliquées à Ganvié.

Cette marginalisation se double d'une tendance à neutraliser le genre dans les discours officiels. On parle souvent d'« habitants », de « populations riveraines », d'« usagers du lac », sans distinction de rôles ou de responsabilités. En gommant les rapports sociaux de sexe, ces discours empêchent une analyse fine des injustices vécues. Ils légitiment ainsi la reproduction de solutions techniques standardisées, mal adaptées aux contextes, et souvent inefficaces. « *On nous dit que tout le monde est concerné, mais on ne vit pas les mêmes choses. Moi, je suis au marché toute la journée, je dois m'occuper des enfants et chercher de l'eau. Quand ils font les réunions, c'est toujours pendant qu'on est occupées. Après, ils disent que les femmes ne participent pas* », souligne une vendeuse de vivriers. », raconte une mère de famille, vendeuse de poissons au marché d'Akassato.

En outre, les projets à composante économique, tels que la valorisation des déchets ou les micro-activités vertes, ciblent rarement les femmes comme actrices autonomes. Là encore, les logiques dominantes privilégient des opérateurs masculins ou des structures formelles, là où les pratiques féminines sont informelles, collectives, parfois artisanales. Cette non-prise en compte des savoirs féminins situés constitue un frein majeur à la durabilité des projets. Elle empêche aussi d'identifier les nombreuses formes de

résilience discrète qui émergent dans les marges, à travers le recyclage, le troc, la mutualisation des ressources ou la pédagogie environnementale au sein des foyers.

Ce constat plaide pour une lecture critique des politiques de développement dans les milieux lacustres, qui trop souvent reproduisent les inégalités qu'elles prétendent combattre. Loin d'être des « bénéficiaires passives », les femmes de Ganvié apparaissent, à y regarder de plus près, comme des productrices de solutions invisibles, des actrices du soin territorial et des sentinelles du quotidien. Mais tant que leurs voix ne sont pas entendues, que leurs pratiques ne sont pas reconnues, et que leurs besoins spécifiques sont ignorés, elles resteront marginalisées dans les processus censés améliorer leurs conditions de vie.

## 3.4 Résistances, réinventions et pistes pour un développement inclusif

### 3.4.1 Innovations locales et pratiques alternatives féminines

Face à l'inaction institutionnelle et à la précarité environnementale, les femmes de Ganvié développent quotidiennement des stratégies locales innovantes pour répondre aux défis posés par les déchets. Ces initiatives, souvent invisibles ou informelles, s'ancrent dans la logique du care environnemental: un ensemble de gestes, de savoirs et d'actions reproductives assurant la continuité de la vie, malgré l'absence de services publics (Barniaudy, 2020) [5].

Parmi les pratiques les plus répandues, on observe une forme d'économie circulaire domestique. Certaines femmes collectent des sachets plastiques ou des objets en plastique abandonnés pour les transformer: tressage, confection de cordelettes, réutilisation des bidons ou bouteilles pour la vente de denrées. Ce recyclage de proximité réduit la quantité de déchets flottants dans le lac. « *Moi, je garde tout ce qui peut encore servir. Même les sachets, on les lave, on les sèche au soleil, et ça devient une corde solide* », explique une habitante de Dakomey.

Une innovation croissante dans la zone concerne la transformation artisanale de la jacinthe d'eau, une plante aquatique invasive longtemps perçue comme nuisible. Certaines femmes ont appris, parfois avec l'aide d'ONG ou par transmission orale, à sécher, tresser et tisser les tiges de jacinthe pour en faire des nattes, des paniers ou des objets décoratifs. D'autres la transforment en compost ou en paillage pour les cultures sur pilotis. Cette reconversion d'un « déchet naturel » en ressource économique s'inscrit pleinement dans une logique d'appropriation écologique et de réinvention locale. Une artisane affirme: « *Avant, la jacinthe bloquait nos pirogues. Maintenant, elle nous donne un peu de revenu.* »

Ces innovations ne sont pas seulement techniques, elles sont aussi pédagogiques. De nombreuses femmes transmettent aux enfants des savoirs sur la gestion des déchets, les zones du lac à préserver ou les gestes d'hygiène environnementale. Certaines enterrent les déchets organiques dans de petites fosses, d'autres nettoient régulièrement les abords du foyer pour éviter les maladies. « *J'ai appris à mes filles à séparer les déchets. Le sale va au fond, le reste peut être utilisé. Même les coquilles de poissons, on les met de côté* », témoigne une cheffe de ménage.

Le rôle des solidarités féminines est également déterminant. Des groupes de voisines se mobilisent pour nettoyer les berges, organiser des tontines permettant l'achat de balais, de savons, ou encore de financer l'évacuation collective des

ordures à l'aide de pirogues louées, notamment lors des cérémonies coutumières. Ce sont des dynamiques de coopération, parfois ancestrales, parfois improvisées, mais toujours ancrées dans une volonté partagée de préserver un cadre de vie sain. Ces formes d'auto-organisation, bien qu'informelles, constituent les véritables infrastructures sociales de la résilience locale.

Enfin, certaines femmes explorent de petites activités entrepreneuriales, souvent à partir de déchets organiques (compost pour potagers flottants), ou en valorisant les déchets végétaux, comme la jacinthe, à des fins économiques. Ces expériences montrent que loin d'être de simples victimes de la crise environnementale, les femmes sont porteuses de solutions concrètes, d'autant plus prometteuses qu'elles sont enracinées dans l'expérience du terrain.

Pourtant, ces innovations restent précaires, peu visibles, rarement soutenues. Leur potentiel est grand, mais elles nécessitent une reconnaissance institutionnelle, un accompagnement technique, des canaux de valorisation économique et une inscription dans les politiques locales. Loin des approches descendantes, ces pratiques montrent qu'un développement réellement inclusif peut émerger à partir des marges – à condition d'écouter celles qui les font vivre.

### 3.4.2 Intégrer les femmes dans la gouvernance territoriale

Pour qu'un modèle de gestion des déchets véritablement inclusif et durable prenne racine à Ganvié, il est impératif que les femmes, en tant qu'actrices clés de la gestion quotidienne des déchets, soient reconnues et intégrées dans les processus de gouvernance territoriale. Actuellement, leur rôle crucial dans la gestion de l'environnement est largement négligé, tant dans les politiques locales que dans les projets de développement. Afin de corriger cette exclusion, plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées.

- **Approche participative et reconnaissance des savoirs féminins:** Il est essentiel de promouvoir une gouvernance inclusive qui reconnaisse les savoirs et compétences des femmes en matière de gestion des déchets. Cela implique de les associer systématiquement aux instances décisionnelles locales, telles que les comités environnementaux, les groupes de gestion des déchets et les réunions communautaires. Les savoirs locaux que les femmes possèdent, notamment en matière de recyclage, de gestion des déchets organiques et de préservation de l'environnement, doivent être valorisés. Une femme résume cette nécessité: « *Si on nous écoute, on peut trouver des solutions avec ce qu'on a. Mais tant qu'on ne nous donne pas la parole, tout restera pareil.* »
- **Formation et appui à l'entrepreneuriat vert féminin:** Les pratiques entrepreneuriales féminines, souvent basées sur la transformation de déchets en ressources, devraient être soutenues par des programmes de formation et d'accompagnement technique. Cela inclut la formation en gestion de déchets, en recyclage et en valorisation de matières premières comme la jacinthe d'eau. De telles formations, accompagnées de financements adaptés, pourraient permettre aux femmes de développer des activités économiques pérennes, générant ainsi à la fois des revenus et des solutions écologiques pour la gestion des déchets.
- **Création de mécanismes de financement participatif:**

La mise en place de mécanismes de financement participatif à l'échelle locale, via des tontines ou des fonds communautaires, permettrait de soutenir l'achat de matériels de gestion des déchets (poubelles, pirogues, outils de nettoyage). Ces mécanismes pourraient aussi être complétés par des partenariats public-privé pour garantir des infrastructures collectives, comme des sites de recyclage ou de compostage. Ces ressources permettraient d'élargir la portée des initiatives locales, tout en impliquant activement les femmes dans le financement et la gestion de ces projets.

- **Sensibilisation et renforcement des capacités:** Il est crucial de mettre en place des programmes de sensibilisation à l'égalité de genre et à la place des femmes dans la gestion de l'environnement. Des campagnes d'information devraient souligner l'importance de l'intégration du genre dans les politiques environnementales et écologiques. Ces initiatives contribueraient à déconstruire les stéréotypes de genre qui cantonnent les femmes au rôle de « soignantes » et de « nettoyeuses », et à renforcer leur position dans les processus de développement.
- **Promotion de la gouvernance territoriale sensible au genre:** Un modèle de gouvernance territoriale sensible au genre doit être développé à Ganvié, en associant les femmes non seulement à la gestion des déchets, mais également à la planification urbaine et à l'élaboration de politiques publiques locales. Cela impliquerait la création de mécanismes de consultation spécifiques pour les femmes et la mise en place de quotas féminins dans les instances décisionnelles locales. Ce modèle pourrait inclure des espaces où les femmes peuvent partager leurs expériences, proposer des solutions et définir des priorités locales en matière de gestion de l'environnement.

En somme, pour que la gestion des déchets à Ganvié devienne une véritable opportunité de développement durable, les femmes doivent être reconnues comme des actrices de changement et des leaders communautaires dans ce domaine. L'intégration de leurs savoirs, de leurs pratiques innovantes et de leurs propositions dans les processus de gouvernance locale est indispensable pour bâtir une communauté résiliente et véritablement inclusive. Un tel changement nécessitera un engagement de toutes les parties prenantes (autorités locales, ONG, acteurs privés et habitants) pour créer un environnement où les femmes ne sont pas seulement les bénéficiaires des politiques de gestion des déchets, mais aussi des actrices essentielles de leur mise en œuvre.

## 4. Conclusion

L'étude des femmes et de la gestion des déchets à Ganvié met en lumière une réalité complexe où se croisent des dynamiques de genre, des défis environnementaux et des injustices sociales. Si la cité lacustre fait face à un manque criant de systèmes formels de gestion des déchets, les femmes, en tant que premières gardiennes de l'environnement, assument une responsabilité disproportionnée dans la gestion quotidienne de la salubrité de leur cadre de vie. Pourtant, leur rôle demeure largement invisibilisé, tant dans les politiques publiques que dans les dispositifs de développement.

Les pratiques féminines observées qu'il s'agisse de

recyclage domestique, de transformation de la jacinthe d'eau ou de gestion communautaire des déchets témoignent de l'innovation et de la résilience des femmes face à l'inaction publique. Cependant, ces actions restent limitées par l'absence de reconnaissance institutionnelle et d'appui structurel. En ignorant ces pratiques locales et informelles, les politiques de gestion des déchets à Ganvié non seulement échouent à répondre efficacement aux besoins réels de la population, mais perpétuent également des inégalités de genre profondément enracinées.

Afin de transformer cette dynamique, il est urgent d'adopter une gouvernance territoriale inclusive, qui valorise les savoirs et les contributions des femmes. Cela nécessite d'intégrer les femmes dans les processus décisionnels, de soutenir leurs initiatives économiques liées à l'environnement, et de renforcer les capacités locales en matière de gestion des déchets, tout en assurant une représentation équitable des femmes dans les structures de gouvernance. De plus, une approche participative et genre-sensible doit être mise en place pour garantir que les projets de développement répondent véritablement aux besoins des communautés, en particulier ceux des femmes, dont les actions sont souvent marginalisées.

En définitive, la gestion des déchets à Ganvié ne doit pas seulement être perçue comme un problème environnemental, mais aussi comme une question de justice sociale et de reconnaissance des rôles genrés. En redonnant aux femmes leur juste place dans la gestion et la gouvernance de leur environnement, il est possible de créer un modèle de développement plus juste, durable et inclusif, où les pratiques locales et l'innovation communautaire prennent toute leur dimension.

## 5. Références

1. Agyeman Julian. *Sustainable Communities and the Challenge of Environmental Justice*. New York University Press, 2005, p245.
2. Akouete Isidore. Contribution à l'amélioration du cadre de vie dans la cité lacustre de Ganvié par une meilleure gestion des déchets solides et excréta. Mémoire de fin d'études. EAMAU. Lomé, 2010, p113.
3. Amouzoun Emmanuel. Initiatives d'assainissement local des déchets solides urbains et persistance de l'insalubrité dans le sixième arrondissement de Cotonou (Bénin): Jeux d'acteurs et logique d'orientation stratégique de la mairie, Mémoire de Maîtrise en Sociologie-Anthropologie, Université d'Abomey-Calavi, 2009, p86.
4. Ballet Jérôme, Bazin Damien, Pelenc Jérôme. Justice environnementale et approche par les capacités, *Revue de philosophie économique*. 2013; 16(1):19-39.
5. Barniaudy Clément. Prendre soin du milieu, préserver la Terre: le care au service d'une éthique de l'action. *Revue Notos - Espaces de la création: Arts, écritures, utopies*. 2020; 5:81-98.
6. Behanzin Précieux, Agbandji Lucien, Takpe Kouami Auguste, Saïnou Jadix, Hounza Max-Aurès. Harnessing Artificial Intelligence for Sustainable Solid Waste Management in Ganvié: Challenges and Opportunities, *African Journal of Management Engineering and Technology (AJMET)*. 2025; 2(2):191-201.
7. Behanzin Précieux, Agbandji Lucien, Takpe Kouami Auguste. Solid Waste Valorization and the Challenge of Social Representations in Ganvié, Benin. *International Journal of Social Science and Human Research*. 2025; 8(5):2894-2902.
8. Behanzin Précieux, Agbandji Lucien, Hekpazo Patricia, Saïnou Jadix, Hounkponou Edouard. The lake city of Ganvié in the face of environmental development challenges: A review of the literature, *International Journal of Environment and Climate Change (IJECC)*. 2023; 13(8):471-486.
9. Berkes Firkret. Evolution of Co-management: Role of Knowledgeable Individuals in Resource Management. *Environmental Management*. 2009; 43(5):703-714.
10. Bina Osu. Revisiting the Role of Women in Local Environmental Governance: The Case of Ghana. *International Journal of Environmental Research and Public Health*. 2013; 10(11):5415-5434.
11. Boudra Leïla. Le tri des déchets ménagers. Inégalités de Genre et Santé au Travail. *Travail, Genre et Sociétés* n°. 2020; 43:63-83.
12. Braidotti Rosi, Charkiewicz Ewa, Häusler Sabine, Wieringa Saskia. Les femmes, l'environnement et le développement durable, In *Genre, mouvements populaires urbains et environnement*, édité par Christine Verschuur. Traduit par Emmanuelle Chauvet. Genève: Graduate Institute Publications, 2007. Doi: <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5787>
13. Calmus Marie-Claire. Exploitées. Le travail invisible des femmes, Textes réunis par Nadine Jasmin. *Mouvements*. 2010; 4(64):141-144.
14. Deldreuve Valérie, Lewis Nathalie, Moreau Sophie, Reynolds Kristin. Les nouveaux chantiers de la justice environnementale, *Vertigo - la Revue Electronique en Sciences de l'Environnement*. 2019; 19(1). Doi: <https://doi.org/10.4000/vertigo.24863>
15. Delphy Christine. *L'ennemi principal. tome 1: L'Économie Politique*. Éditions Syllepse, 1997, p296.
16. Durand Mathieu. La gestion des déchets comme exemple de territorialisation des politiques publiques. *Cahiers Français*. 2021; 422(4):42-51.
17. Federici Sylvia. *Caliban and the Witch: Women, the Body and Primitive Accumulation*. Autonomedia, 2004, p288.
18. Gandon Anne-Line. L'écoféminisme: Une pensée féministe de la nature et de la société. *Recherches Féministes*. 2009; 22(1):5-25. Doi: <https://doi.org/10.7202/037793ar>
19. Grange Juliette. Chapitre II. La justice environnementale. In *Pour une philosophie de l'écologie*. Pocket, 2012, 39-51.
20. Karanja Jones. Waste Management in Developing Countries: A Gendered Approach. *Environment and Development Journal*. 2018; 45(2):135-151.
21. Kpadonou Norbert, Adjamagbo Agnes, Gastineau Bénédicte, Toudeka Reine. Cycle de vie des couples et partage des tâches domestiques au sein des couples à Cotonou et Lomé. *Trajectoires et âges de la vie, XVIIIe Colloque de l'Aidelf*, 2014, p14. <https://hal.science/hal-01794367/document>
22. Larrere Catherine, *L'écoféminisme*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2023, p128.
23. Lévi-Strauss Claude. *La Pensée Sauvage*. Plon, 1966, p389.
24. Mies Maria. *Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women in the International Division of Labour*. Zed Books, 1999, p272.

25. Hess Gérald. L'éthique environnementale et le care. De la sobriété volontaire à la vigilance. *Revue Éthique, politique, religions*. 2013; 2(3):59-80.
26. Ministère de la Santé. *Annuaire des statistiques sanitaires*, 2021, p297.
27. Moch Annie, Rieger Sylvie, Simeone Arnaud. Attitudes et représentations vis-à-vis des déchets, *Villes en Parallèle*, 1999, 28-29, 84-100.
28. Molinier Pascale. Le travail du care, *La Dispute*, séries: Le genre du monde, 2012, 222.
29. Raïd Layla. *Arguments d'indispensabilité: L'idée d'un Care Environnemental*, 2013, p10.
30. Sassen Saskia. *Cities in a World Economy*. Pine Forge Press, 1994, p157.
31. Schlosberg David. *Defining Environmental Justice: Theories, Movements, and Nature*. Oxford University Press, 2007, p238.
32. Shiva Vandana. *Staying Alive: Women, Ecology, and Development*. Zed Books, 1989, p256.
33. Tall Kadidia. Division sexuelle du travail et gestion de l'environnement: La valorisation de la femme. In I. Milbert & Y. Preiswerk (éds.). *Femmes, villes et environnement*. Graduate Institute Publications, 1995. Doi: <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5593>
34. Torre-schaub Marta. *Les inégalités environnementales: Une approche par la justice*. Environnement et santé. Edité par Maryse Deguerge et Marta Torre-Schaub, Éditions de la Sorbonne, 2020. Doi: <https://doi.org/10.4000/books.pSORbonne.90530>
35. Toxopeus Helen. The Role of Women in Water and Waste Management in Rural Areas: Case Study from Sub-Saharan Africa. *African Journal of Environmental Science and Technology*. 2010; 4(8):528-536.
36. Triki Souad. Chapitre 10. L'invisibilité du travail des femmes: L'exemple du milieu rural tunisien. In T. Locoh (éd.). *Genre et Société en Afrique*, Ined Éditions, 2007. Doi: <https://doi.org/10.4000/books.ined.13302>
37. Tronto Joan. *Moral Boundaries: A Political Argument for an Ethic of Care*, Psychology Press, 1993, p226.
38. Zsuzsa Gille. *From the Cult of Waste to the Trash Heap of History: The Politics of Waste in Socialist and Postsocialist Hungary*. Indiana University Press, 2007, p264.